



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales

Bureau des enquêtes publiques et installations classées

ARRÊTÉ

du 14 MAI 2020

**portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008
réglementant sa carrière de sable et gravier sise à Blotzheim**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, notamment son article 9,
- VU** le décret n°2020-383 du 1^{er} avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-0388 du 6 février 2008 portant autorisation d'exploiter une carrière de sable et gravier, à Blotzheim, à la société Est Granulats (échéance du droit d'exploiter au 6 février 2023 ; échéance de remise en état au 6 août 2022),
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-200-0029 du 19 juillet 2013 portant prescriptions complémentaires,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin,
- VU** la visite d'inspection du site de la carrière du 12 février 2020 et le rapport associé en date du 24 mars 2020,

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008 susvisé impose que l'exploitant doit respecter les engagements de ses deux cahiers des charges du 5 décembre 2007 concernant les mesures compensatoires pour les espèces protégées du site de la carrière (Alsine à feuilles ténues, Drave des murailles et Crapaud calamite),

CONSIDÉRANT que dans ces engagements il est notamment fait état de mesures de gestion et d'un suivi annuel,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2020 susvisée, il a été constaté que dans le dernier rapport de suivi écologue remis, qui porte sur l'année 2018, il est précisé qu'aucun suivi des trois espèces protégées n'a été réalisé en 2018 et que par ailleurs les stations

d'espèces protégées Alsine à feuilles ténues et Drave des murailles, présentes dans le périmètre de la carrière et qui ne doivent pas être exploitées, ne font l'objet d'aucun suivi, ce qui constitue un non-respect des engagements de l'exploitant et de fait des prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 6 février 2008 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008 susvisé impose que le site dispose d'une clôture ou d'un dispositif de clôture,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2020 il a été constaté que la clôture mise en place en limite Sud de la parcelle n° 33 – section 1 – St Louis, en haut du talus à sec (le long de la parcelle n° 17 – section 4 – St Louis) est endommagée en deux endroits et ne répond plus à la prescription, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 11 de l'arrêté du 6 février 2008 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'article 16 de l'arrêté du 6 février 2008 susvisé interdit toute opération de remblayage dans le périmètre de la carrière,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 12 février 2020, il a été constaté que des matériaux qui ne sont pas des matériaux d'extraction de la carrière sont temporairement stockés sur des terrains de la carrière actuellement occupés par la société Rhemaro et s'éboulent sur le talus à sec d'extraction de la carrière jusqu'à la piste de bord de plan d'eau et que ceci s'apparente à une opération de remblayage ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 16 de l'arrêté du 6 février 2008 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

CONSIDÉRANT que les délais applicables aux mesures prises en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement ne sont pas suspendus,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 2 avenue du Général de Gaulle – 92148 CLAMART, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa carrière de sable et gravier de Blotzheim, les prescriptions des articles 4, 11 et 16 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008 susvisé reprises dans le présent arrêté.

Article 2 : Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008 susvisé, s'agissant des engagements pris par l'exploitant dans les cahiers des charges du 5 décembre 2007 pour la protection des espèces protégées (Alsine à feuilles ténues, Drave des murailles et Crapaud calamite) :

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation modifié par les documents transmis au préfet le 5 décembre 2007 (...). ».

Article 3 : Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008 susvisé, s'agissant du dispositif de clôture :

« Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière et aux installations annexes du site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. ».

Article 4 : A la notification du présent arrêté de mise en demeure, conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2008 susvisé, s'agissant des opérations de remblayage réalisées sur le site de la carrière :

« Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit (...) ».

Article 5 :

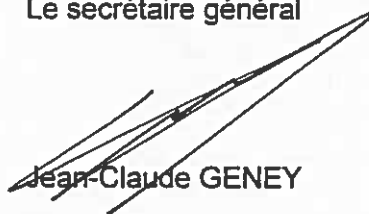
En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Mulhouse, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le 14 MAI 2020

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

